

Matrice d'action proposée par la mise à jour de l'EDIC

Obstacle identifié	Action proposée	Organisme responsable	Priorité/Difficulté/Bénéfice
1- Politique économique et commerciale			
L'accès limité à l'énergie freine le secteur de la production	Réviser la législation pour permettre aux producteurs indépendants d'énergie de fournir de l'électricité, réformer le secteur de l'énergie et la JIRAMA. Promouvoir les énergies nouvelles et renouvelables. Renforcer la transparence dans le secteur de l'énergie.	Ministère de l'Énergie Assemblée Nationale OI du Secteur Privé	Élevée/Élevée/Élevé
Manque de vulgarisation et de diffusion des textes portant sur la législation fiscale et douanière. Les exonérations de droits dans les ports manquent de transparence, ce qui affecte la concurrence et pénalise certaines entreprises	Discuter préalablement, avec les organisations intermédiaires (OI) du Secteur Privé, des textes portant sur la législation fiscale et douanière avant leur promulgation. Vulgariser et diffuser les textes portant sur la législation fiscale et douanière via les organisations intermédiaires du Secteur Privé entre autres. Simplifier et publier les critères d'éligibilité pour les diverses exonérations Utiliser les données existantes pour surveiller leur application et réduire les abus.	MFB/ Douanes MCC Assemblée Nationale OI du Secteur Privé	Elevée/Modérée/Elevé
Les réformes tarifaires ne sont pas communiquées de manière transparente, alors que le passage au TEC du COMESA affectera sensiblement les prix	Communiquer et discuter du calendrier de transition pour la mise en œuvre du TEC du COMESA avec le secteur privé afin de permettre aux entreprises et aux consommateurs de s'adapter, envisager de discuter avec les autres membres du COMESA d'éventuelles révisions du TEC pour établir par exemple l'absence de droits sur les biens d'équipement, les matières premières et les produits de base	MFB/ Douanes MCC OI du Secteur Privé	Elevée/Modéré/Elevé
L'offre du secteur des services ne correspond pas aux besoins des entreprises	Faire un état des lieux du commerce des services à Madagascar. Promouvoir le commerce des services à Madagascar. Prioriser les secteurs nécessaires à l'amélioration de la compétitivité des entreprises exportatrices. Besoin d'une volonté politique pour appliquer les réformes nécessaires à l'expansion du commerce des services. Revoir les réglementations des principaux secteurs de services et favoriser la coordination en matière de réglementation avec les pays voisins, par exemple par le biais du Programme accéléré d'intégration économique	Ministère du Commerce, Ministères des secteurs concernés, Assemblée Nationale CDN OI du Secteur Privé	Elevé/Faible/Elevé
Les infrastructures sont relativement insuffisantes par rapport aux ambitions nationales en matière de performance commerciale.	Avoir une infrastructure de qualité. Relancer et développer l'utilisation du réseau ferroviaire. Développer les ports secondaires et fluviaux. Développer le transport maritime pour les corridors régionaux	Ministère des Travaux publics MINEPAT	Elevée/Faible/Elevé OI du Secteur Privé

	Développer les infrastructures de stockage réfrigérées dans les aéroports et ports. Installer un Internet Exchange Point (IXP) et ajouter un Data Center. Réparer les grands axes routiers. Améliorer les processus de maintenance, allouer des ressources supplémentaires et faire respecter les réglementations concernant la surcharge sur les routes	MCC MIDSP Min Télécom MFB	
Faible sécurité des investissements.	Appui à l'assainissement du système judiciaire, entaché par la corruption, pour rétablir la confiance des investisseurs, des banques, et du Secteur Privé en général : formation des magistrats, du personnel judiciaire dans son ensemble (depuis la Police Nationale). Appui pour la lutte contre la corruption et refonte de la chaîne pénale.	Min Justice Juridiction Chaîne pénale	Elevée/Faible/Elevé
Politique de taxation insuffisamment transparente	Adopter une politique de taxation transparente et simplifiée. Evaluation de la situation globale de l'Administration fiscale et douanière. Evaluation de la totalité des taxes et de leur pertinence. Large diffusion des textes mis à jour.	MFB OI du Secteur Privé	Modérée/Modérée/Elevé
Insuffisante concertation entre l'Administration et le Secteur Privé	Renforcement de la plateforme de concertation et de dialogue Public-Privé afin de pouvoir discuter préalablement, entre autres, des textes relatifs à la législation fiscale et douanière, les nouvelles mesures, les réformes du cadre légal et réglementaire.	MFB OI du Secteur Privé	Elevée/Faible/Elevé
La coordination autour des questions de politique commerciale est limitée faute de stratégie d'ensemble pour la compétitivité, ce qui entraîne l'instauration de mesures contradictoires	Élaborer une stratégie pour la compétitivité fondée sur les recommandations de ce rapport et celles de la politique commerciale et améliorer la coordination des politiques entre les ministères et organismes concernés, en utilisant le CDN comme plate-forme centrale, sous la supervision du ministère du Commerce	Ministère du Commerce, CDN	Élevée/Faible/Élevé
2- Facilitation du commerce	Action proposée	Organisme responsable	Priorité/Difficulté/Bénéfice
Les contrôles douaniers dans les ports sont mal ciblés	Améliorer les procédures et les critères de gestion du risque de sorte que les résultats alimentent les critères de sélectivité, et mettre en place des contrôles de dédouanement à postériori	Douanes, MCC, DGI en collaboration avec d'autres organismes	Élevée/Modérée/Élevé
L'inefficacité des procédures congestionne le port, entraîne des retards et réduit le temps de cycle des camions	Améliorer les processus de gestion concernant la circulation des marchandises et adapter les horaires à ceux du terminal de conteneurs pour réduire les retards entre les points de contrôle et relancer les plateformes multimodales pouvant désengorger le port.	Douanes, port, MICTSL, Transitaires	Élevée/Modérée/Élevé

Le temps nécessaire à la préparation et à l'exécution des opérations d'importation et d'exportation est encore trop long	Mesurer le temps de dédouanement nécessaire pour chaque organisme et publier clairement ces données quasiment en temps réel, y compris pour les formalités préalables à la soumission des déclarations en douane Achever le processus de suppression de l'utilisation du papier pour les déclarations en douane et adapter les systèmes afin de permettre le dédouanement des expéditions avant leur arrivée	Douanes, GASYNET, Banques, organismes impliqués dans les contrôles réglementaires	Modérée/Faible/Élevé
Madagascar n'a pas encore manifesté son adhésion à l'accord sur la facilitation des échanges	Ratifier l'Accord sur la facilitation du commerce et notifier l'OMC des mesures de la catégorie A dans un premier temps et des deux catégories par la suite Créer le comité national de facilitation des échanges	Ministère du Commerce	Élevée/Faible/Modéré
La dématérialisation en matière douanière n'est pas achevée.	La dématérialisation doit être achevée en matière douanière et au niveau des banques.	MFB/Douanes Secteur financier	Elevée/Faible/Elevé
3- Autres politiques de réglementation	Action proposée	Organisme responsable	Priorité/Difficulté/Bénéfice
Les politiques de réglementation entraînent des frais et des retards pour les opérateurs économiques sans permettre d'atteindre les objectifs en matière de réglementation ; la collaboration entre les organismes frontaliers est limitée, ce qui provoque des retards et une multiplication des formalités	Revoir les réglementations et les normes intérieures actuelles concernant les produits et les processus qui pourraient faire fonction de barrières non tarifaires afin de s'assurer que les objectifs réglementaires soient atteints, et supprimer/simplifier les exigences dans la mesure du possible, selon les conclusions de consultations ouvertes	Organismes de réglementation, Bureau des normes (BNM)	Modérée/Faible/Modéré
Les organismes de réglementation fondent leur évaluation de conformité sur des résultats d'essais effectués par des laboratoires qui ne sont pas accrédités	Revoir les textes législatifs pour s'assurer que les organismes de réglementation acceptent les résultats d'essais réalisés par des laboratoires accrédités à l'échelon international	Organismes de réglementation, BNM	Modérée/Faible/Modéré
La lourdeur des réglementations affecte les importateurs et les exportateurs	Revoir les exigences d'importation et d'exportation (MNT), en particulier le contrôle obligatoire des marchandises à l'exportation	Ministère du Commerce et CDN et les Ministères techniques concernés	Élevée/Faible/Élevé

4- Politiques et institutions de soutien au commerce	Action proposée	Organisme responsable	Priorité/Difficulté/Bénéfice
Faible disponibilité de zones géographiques dédiées, aménagées et viabilisées destinée à accueillir des entreprises franches	Aménager et viabiliser des zones géographiques dédiées pour accueillir des entreprises franches Moderniser le dispositif réglementaire des entreprises franches	MIDSP MCC MFB MEPATE MTP OI secteur privé GEFP	Élevé//Élevée
Le cadre réglementaire des ZFI manque de clarté et la surveillance est limitée, ce qui entraîne abus et écoulements illicites de produits sur le marché local	Autoriser tous les produits utilisés pour la production dans les ZFI à entrer en franchise sans établir de liste annuelle, mais améliorer le contrôle des stocks et l'utilisation de ces intrants	EDBM	Modérée/Modérée/Modéré
Les institutions de soutien aux investissements et à l'exportation ont encore des lacunes à combler	Revoir les opérations de l'EDBM et s'assurer que les agents qui y sont affectés soient investis des pouvoirs nécessaires pour agir au nom et pour le compte du service concerné	EDBM, MCC	Modérée/Faible/Modéré
Les procédures commerciales actuelles ne sont pas toujours transparentes et les délais de traitement des autorisations sont trop longs	Rendre le GUE opérationnel, réduire sensiblement les délais de traitement des autorisations et les publier pour améliorer la surveillance et la responsabilisation. Transformer le GUE en portail du commerce constituant un référentiel juridiquement contraignant de toutes les réglementations en matière d'importation et d'exportation	Ministère du Commerce	Élevée/Faible/Élevé
5- Questions sectorielles	Action proposée	Organisme responsable	Priorité/Difficulté/Bénéfice
L'utilisation d'intrants et la productivité restent faibles dans le secteur Agricole	Faciliter l'accès aux intrants et aux techniques de production améliorées	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, MPRH	Élevée/Modérée/Élevé
Les nombreuses procédures administratives freinent le développement du secteur Agricole	Réviser les textes existants pour éviter le chevauchement de compétences des autorités Revoir et simplifier les lois (ainsi que les nouvelles initiatives législatives) concernant les chaînes de valeur Agricoles, de même que les taxes locales, en s'assurant qu'elles soient transparentes, réellement appliquées et atteindre les objectifs de réglementation sans générer de coûts excessifs pour les opérateurs économiques	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Modérée/Élevée/Modéré
La reconnaissance des autorités compétentes nationales est menacée	S'assurer que des ressources suffisantes soient disponibles et qu'elles soient efficacement utilisées par les autorités compétentes. S'assurer que les connaissances techniques soient disponibles et renforcées pour préserver la reconnaissance	Ministère des Ressources halieutiques et de la Pêche (ASH), Minagri (DPV), Minel (DSV)	Élevée/Modérée/Élevé

Les connectivités limitées en matière d'accès aérien ne permettant pas une diversification des marchés	Mise en œuvre des accords existants sur l'accès aérien, par la préparation et l'adoption des annexes qui les mettent en pratique, et adoption de nouveaux accords bilatéraux avec des marchés à impact potentiel élevé	Ministère du Tourisme ACM	Élevée/Faible/Élevé
Mobilité restreinte des touristes dans le Pays, manque de fiabilité et tarifs non compétitifs.	Revoir les réglementations intérieures en vue de faciliter l'entrée et la concurrence sur les principales liaisons. Faciliter l'entrée de nouveaux acteurs et la concurrence sur les principales liaisons en utilisant les réglementations existantes Prioriser la réhabilitation des principaux axes touristiques (routier et ferroviaire)	Ministère du Tourisme	Élevée/Modérée/Élevé
Compétences limitées au niveau commercial et opérationnel dans le secteur du tourisme	Appuyer les centres de formation aux métiers du tourisme : formation de formateurs, curriculum, équipement Mise en œuvre d'un Programme de renforcement des capacités commerciales : e-marketing, normes, certification	Ministère du Tourisme BNM (Bureaux de Normes de Madagascar) Ministère de Formation Professionnelle (MEETFP)	Faible/Modérée/Modéré